

La Turquie, puissance régionale et pivot géopolitique

samedi 12 septembre 2009, par [Jean-Sylvestre Mogrenier](#)

« Notre but est de garantir à la Turquie un environnement sûr qui soit une source de stabilité et non de crise. » Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères Tout à leurs rêves de paix perpétuelle et de prospérité tranquille, bien des esprits en Europe peinent à penser le monde autrement qu'à travers la « construction européenne ». Aussi les problématiques géopolitiques turques sont-elles largement ignorées et la candidature d'Ankara à l'Union européenne fait office de prisme exclusif. Pourtant, la Turquie est une puissance régionale émergente et un pivot géopolitique de grande importance.

A la croisée de l'Europe, de la Russie et du Moyen-Orient, la Turquie est souvent comparée à un « pont » entre l'Orient et l'Occident, la métaphore éclipsant les difficultés inhérentes à ce type de situation géopolitique.

L'entreprise kémaliste de « modernisation par le haut », les menaces soviétiques sur les détroits entre 1945 et 1947 (Bosphore, Dardanelles) puis le basculement dans la Guerre froide ont conduit les dirigeants turcs à faire prévaloir les liens avec l'Ouest ; la participation d'Ankara aux initiatives et institutions euro-atlantiques (plan Marshall, OTAN et Conseil de l'Europe) exprime cette orientation diplomatico-stratégique et c'est dans ce contexte historique que la Turquie a pu, dès 1963, accéder au statut d'Etat associé à la CEE. Les temps sont autres et le gouvernement Erdogan privilégie de nouvelles configurations géopolitiques.

Les diplomates de cet ancien bastion pro-occidental travaillent désormais à mieux insérer la Turquie dans son environnement géopolitique régional. La doctrine de « profondeur stratégique » de l'ex-conseiller politique de Recep T. Erdogan, Ahmet Davutoglu, l'actuel ministre des Affaires étrangères, cherche à conférer une cohérence d'ensemble aux rééquilibrages en cours. Ainsi la « diplomatie du ballon rond » que mènent Ankara et Erevan depuis l'automne 2008 pourrait-elle prochainement déboucher sur l'ouverture de la frontière turco-arménienne . Indubitablement, la levée du blocus mis en œuvre par la Turquie pour soutenir l'Azerbaïdjan - une « république sœur », en conflit avec l'Arménie pour le contrôle du Haut-Karabakh - constituerait une percée ; encore ne s'agit-il là que de l'un des aspects de la diplomatie multivectorielle turque.

Issus de l'AKP, le parti néo-islamiste, les hommes au pouvoir à Ankara sont portés à accorder une grande attention au monde musulman et les étroits rapports militaires noués avec Israël dans les années 1990 sont contrebalancés par des liens diplomatiques renforcés avec la Syrie ou encore l'Iran . Les gouvernements de Turquie et de Syrie ont mis en sourdine leurs différends territoriaux et hydrauliques - voir le sandjak d'Alexandrette, revendiqué par Damas, et les barrages turcs sur l'Euphrate, perçus en Syrie comme une menace-, et l'on se souvient qu'Ankara est au cœur de discrets pourparlers israélo-syriens. Vis-à-vis de l'Iran et de Mahmoud Ahmadinejad, les dirigeants turcs font montre d'une grande discrétion, pour dire le moins, qu'il s'agisse du régime, des mœurs politiques du président iranien ou du programme d'enrichissement nucléaire, en partie occulte, que conduit Téhéran.

En mer Noire et sur leurs communes frontières, ces dernières années ont vu Turcs et Russes faire converger leurs intérêts, notamment dans le domaine énergétique. Au cours de l'été 2009, Recep T. a finalement rejoint le gazoduc Nabucco - un projet essentiel à la sécurité et à la diversification des approvisionnements européens -, mais il a aussi apporté son appui au South Stream, le projet concurrent

porté par Moscou et Gazprom pour contrôler l'« étranger proche » et préempter les ressources de la Caspienne. En contrepartie, Vladimir Poutine aurait accepté de construire deux nouveaux tubes alimentés par la Russie - le gazoduc « Blue Stream II » et l'oléoduc « Samsun-Ceyhan » -, ce qui contribuerait à faire de la Turquie un hub énergétique et stratégique à l'intersection des flux est-ouest et nord-sud. La signature d'accords nucléaires civils renforce par ailleurs les connexions russo-turques (août 2009).

Les années 1990 sont déjà loin et la « grande stratégie » turque n'est décidément plus réductible à la promotion des valeurs occidentales au Moyen-Orient et en Asie centrale. Cela dit, les bases turques mises à disposition des Etats-Unis ont toujours un rôle essentiel dans la géostratégie américaine, aussi bien en Irak qu'en Afghanistan. Le nom même d'Incirlik évoque à lui seul l'importance de l'alliance Washington-Ankara : la moitié des avions-cargos militaires américains à destination de l'Irak transite par cette base aérienne et les liaisons avec l'Afghanistan devraient gagner en importance dans les mois à venir. Le souhait des Etats-Unis de voir la Turquie jouer sur ces théâtres d'opérations un plus grand rôle diplomatique et stratégique renforcera le poids décisionnel et l'influence d'Ankara. En l'état actuel des choses, les 730 hommes déployés par Ankara en Afghanistan sont prudemment cantonnés à des tâches civilo-militaires, hors de portée des vues et des coups ennemis .

Le rapide passage en revue des géopolitiques-pratiques turques permet donc d'approcher les contours des zones d'intérêts de cette puissance régionale émergente, dans l'aire sud-eurasienne qui jouxte les confins orientaux de l'Europe. Certes, il ne faut pas exagérer la liberté d'action d'Ankara alors même que se durcissent les rapports de force régionaux ; le retour en force de la « Russie-Eurasie » dans le Caucase, les ambitions nucléaro-balistiques iraniennes et la possible déstabilisation de l'Irak sont autant de défis pressants pour Ankara et l'on peut penser que le renforcement des « relations spéciales » avec l'Occident conditionne pour partie l'avenir du pivot géopolitique turc. Toutefois, à Ankara comme dans les capitales européennes, oublier que la Turquie est un partenaire et un allié majeur des Etats membres de l'UE et de l'OTAN serait commettre une grave erreur stratégique.

Sources

Source : www.fenetreeurope.com